

Quelques jours après l'annonce publique de la conclusion d'un accord entre la maire de Madrid Manuela Carmena et Iñigo Errejón autour de la plate-forme *Más Madrid* en vue des prochaines élections municipales ainsi que de la réponse dure de Pablo Iglesias (pour ne pas mentionner celle de son secrétaire à l'organisation Pablo Echenique), il est désormais évident que le Podemos que nous avons connu ces cinq dernières années n'existe bientôt plus [Podemos a formellement été fondé le 17 janvier 2014].

Nous allons connaître à partir de maintenant un autre Podemos, sans doute condamné à représenter un seul courant politique, celui qui est étroitement associé au «*pablismo*» [du prénom d'Iglesias]. En parallèle, un néopopulisme du centre est en train d'émerger, peut-être proche de ce que représentent les Verts allemands ou le Mouvement 5 étoiles italien. Ce dernier se réclamera sans aucun doute du brevet d'origine de Podemos. Il convient à ceux et celles qui, comme nous, ne se reconnaissent ni dans l'un ni dans l'autre de ces projets d'ouvrir un nouvel espace à la gauche de ceux-ci. Nous espérons, ainsi, offrir un chemin distinct et à même de rendre actuel un horizon de rupture et constituant. Un espace représentant une alternative démocratique, pluraliste et anti-néolibéral, féministe, antiraciste et écosocialiste qui serve de réceptacle à un travail commun ainsi qu'à la coopération d'un large spectre d'activistes. Un espace qui puisse gagner le soutien électoral d'un large secteur des «gens d'en bas» opposés à l'austérité et aux dérives autoritaires.

Manifestement, les résultats électoraux en Andalousie ainsi que le virage réactionnaire signalé par les sondages en vue des élections du 26 mai [européennes, municipales ainsi que pour les législatifs de 13 des 17 communautés autonomes] ont précipité la décision d'Iñigo Errejón¹. Ce dernier s'est définitivement convaincu qu'il devait rompre avec Pablo Iglesias et son équipe. Il savait aussi qu'il pouvait compter sur le soutien de Manuela Carmena pour donner une crédibilité à son projet, conçu comme la seule voie pouvant ralentir le bloc réactionnaire.

Grandeur et décadence d'un modèle raté

Comment en sommes-nous arrivés là? Au cours des derniers mois, la politique suivie par l'actuel secrétaire général de Podemos [Iglesias] reprenait, pourtant, une tactique vis-à-vis du PSOE pratiquement similaire à celle proposée par Errejón lors du Congrès de Vistalegre II [11-12 février 2017]. Iglesias en est même venu à accepter que l'ennemi n'est plus le régime, ni même l'IBEX 35 [l'indice boursier de la Bourse de Madrid, réunissant 35 entreprises, dont Inditex - soit les marques Zara, Bershka, P&B, Massimo Dutti, Stradivarius, Oysho, etc. -, Repsol, le groupe financier transnational Santander de la famille Botin, etc.] mais uniquement le *bloc réactionnaire*. Malgré cela, des différences persistent entre les deux courants quant à la «narration» qu'ils formulent en vue de toucher [électoralement] de nouveaux secteurs et, surtout, sur leur évaluation de l'usure de la *marque Podemos* au cours des derniers mois.

Commençons par le *pablismo*. Si nous observons, une fois analysé son cycle ascendant sur les discours, les documents et que nous intégrons les pratiques, nous pourrions conclure que ce courant représente un projet politique qui puise ses références dans l'eurocommunisme de la fin des années 1970. Une bonne indication de cela réside dans la rectification formulée par son leader des critiques qu'il avait, auparavant, dirigées contre la *Transición* [soit le processus politico-institutionnel de «sortie du franquisme»] - et du rôle que le dirigeant du Parti communiste espagnol, Santiago Carrillo, joua dans ce processus. Pablo Iglesias souligne aujourd'hui qu'ils «*firent ce qu'ils purent*» et qu'ils témoignèrent d'un sens de l'État.

D'une telle reconsidération ainsi que du constat que le cycle ouvert par le mouvement des indignés

en 2011, le 15M, est épuisé, est déduite la nécessité de placer au centre la volonté d'être un «parti de gouvernement». Une dimension qui n'est pas dissimulée, comme en témoigne l'aveu par Iglesias d'une «*obsession de gouverner*» lors de son entretien avec l'influent directeur adjoint du quotidien *La Vanguardia*, Enric Juliana, publié récemment sous forme de livre (*Nudo España*, p. 321).

La disposition à gouverner avec le PSOE dans le cadre de ce régime remplace ainsi le projet de rupture qui a présidé à la naissance d'un Podemos qui voulait se présenter comme l'expression institutionnelle de «l'esprit de 15M» et qui, ensuite, dans l'après élections européennes de mai 2014, a mis en place une «machine de guerre électorale» visant à engager une «guerre éclair», laquelle s'est révélée un échec.

Une fois frustrées les aspirations de «monter à l'assaut le ciel», au moyen d'un projet populiste [au sens des options défendues par une Chantal Mouffe] coagulé autour d'un dirigeant charismatique et fondé sur une démocratie plébiscitaire [par le biais de vote online en dehors de toute délibération réelle], s'est substitué progressivement, surtout à la suite du Congrès de Vistalegre II, à une adaptation à l'axe conventionnel gauche-droite, le PSOE étant vu comme l'allié principal qu'il fallait «séduire». Le point d'arrivée, pour l'instant, de ce parcours est visible dans le rôle joué par Pablo Iglesias en tant que *correveidile* [terme que l'on pourrait traduire par «entremetteur»] de la négociation pour le budget général de l'État, au nom de Pedro Sánchez, avec les députés indépendantistes catalans².

Cette «obsession à gouverner» est manifeste dans le livre cité ci-dessus. Si Pablo Iglesias y réaffirme son refus de permettre, après les élections de décembre 2015 [ce qui a conduit à de nouvelles élections en juin 2016], à Pedro Sánchez de former un gouvernement sur la base d'un accord avec Ciudadanos (à l'inverse de ce que pensait et pense encore Errejón), la seule autocritique que l'on peut percevoir dans son bilan est que Podemos n'est pas entré dans les gouvernements des communautés autonomes du Pays valencien ou d'Aragon. Il exprime toutefois sa satisfaction que sa formation est entrée dans le gouvernement de Castille-La Manche. Un gouvernement qui, pourtant, est présidé par un baron du PSOE [José García Molina] qui ne dissimule pas sa sympathie pour Ciudadanos ou sa volonté de mettre hors la loi l'indépendantisme catalan [voir deux articles sur ce site: [ici](#) et [ici](#)].

Iglesias ne prend aucune distance critique avec le modèle de parti ultracentralisé, hiérarchisé et réprimant toute dissidence ou envers des tentatives d'instrumentalisation de certaines mobilisations sociales ou encore à des inventions comme *Vamos* [une tentative avortée de construire un semblant d'enracinement local, autour de revendications portant sur les «besoins» des gens. Cette initiative devait culminer par des mobilisations localisées le 25 mars 2017].

Afin de justifier son obsession d'entrer au gouvernement, Pablo Iglesias ne s'est pas gêné de revendiquer l'exemple portugais, le présentant comme ce qu'il n'est pas. Il soutient, en effet, aspirer à «*normaliser une voie de gouvernement par le biais d'une formule de coalition dans des municipalités et des communautés autonomes qui ressemble à ce qui a été fait au Portugal*». Toutefois, comme il le sait bien, la réalité dans le pays voisin est celle d'un accord d'investiture qui a permis à des forces comme le Bloco de Esquerda (Portugal) de préserver son autonomie ainsi que sa liberté de critique face au Parti socialiste.

Un tel virage stratégique implique, ainsi qu'insiste le leader de Podemos, à un «*pragmatisme sur de nombreux plans*». S'y ajoute la détérioration croissante du leadership de Pablo Iglesias ainsi que des crises internes profondes dans plusieurs communautés autonomes. Il ne fait guère de doute que ces deux dimensions ont pour résultat la perte progressive du caractère central et de la capacité de Podemos à être le moteur de convergences entre diverses forces. À tout cela se combine la bureaucratisation définitive d'un parti dont la base militante se réduit progressivement et se trouve

toujours plus associée à une nouvelle *classe politique*, désormais préoccupée de son propre avenir. Pour cette raison, lire dans le livre mentionné plus haut que «*les cercles* [qui, dans le projet initial, devaient être le lieu de réunion de base des militants et sympathisants] *constituent une indication claire que nous ne voulons pas construire un parti traditionnel d'adhérents*» (p. 149) possède une saveur cynique dès lors que tout le monde sait que les cercles sont aujourd'hui très souvent en état de décomposition avancée (lorsqu'ils n'ont pas simplement disparu).

Une histoire qui, évidemment, rappelle les crises internes que le PCE traversa dans les années 1980-82 face à un PSOE dit du «*changement*» qui était parvenu à occuper un large espace politique aux dépens de celui qui fut le principal parti de l'antifranquisme. Une histoire qui pourrait se prolonger si le tandem Manuela Carmena-Iñigo Errejón devait obtenir de bons résultats électoraux.

Au sein du «*récit*» de Pablo Iglesias concocté pour cette nouvelle étape existent des axes de discours qui le différencient de l'eurocommunisme de Santiago Carrillo ainsi, comme nous le verrons, du «*récit*» d'Errejón. L'un d'entre eux est la place occupée dans son discours à la défense, aussi ambiguë soit-elle, de l'idée d'une Espagne plurinationale et de la nécessité d'un référendum négocié [avec l'État] en Catalogne. Il s'agit là, en conjonction avec son rejet de la mise en œuvre de l'article 155 et des accusations de rébellion et de sédition dirigées contre les indépendantistes catalans, bien entendu, d'une question importante. Ne serait-ce que parce qu'elle pointe sur une fissure fondamentale dans le mur du régime et de l'État, face à laquelle il semble qu'il n'y aura pas de retour en arrière. Il ne faut toutefois pas se payer de mots: cette dimension se révélera sans doute toujours plus, pour Iglesias, comme se limitant à une défense rhétorique n'obligeant à la formulation d'aucune «*ligne rouge*» dans la perspective d'un hypothétique accord de gouvernement avec le PSOE.

Un autre axe de différenciation est celui qui porte sur la décision prise au cours des derniers temps d'introduire dans le discours une critique du rôle joué par le monarque Philippe VI, surtout suite au discours télévisé du 3 octobre 2017 [très dur contre les indépendantistes catalans et pour l'unité de l'Espagne]. L'argument, faible, auquel Iglesias fait appel est que la monarchie a certes joué un rôle pour freiner le coup d'État du 23 février 1981 (sic), mais que ce frein n'est désormais plus utile... Il semble donc, sans doute aussi en raison de l'émergence d'un nouveau républicanisme populaire, que la défense de l'option républicaine doive occuper une place modeste, sur le devant de la scène.

Cela contraste avec le silence maintenu par le passé autour de ce thème – tout comme sur celui de ladite mémoire historique [soit tout ce qui est lié à la recherche des fosses communes de la guerre civile ainsi qu'aux commémorations, institutionnelles ou non, de cet épisode de l'histoire] – par l'équipe dirigeante de Podemos et que poursuit actuellement Errejón.

Ces «*axes discursifs*», conjugués à la vocation bonapartiste que le leader entend poursuivre entre les pressions institutionnelles et celles qui peuvent émaner des mobilisations dans un contexte de polarisation politique (ainsi que nous venons de le voir, le 22 janvier, lors du vote contre le décret sur les loyers du gouvernement), expliquent que Podemos est encore vu comme un parti qui n'est pas *intégrable* par le régime. Il n'est donc pas surprenant qu'en dépit de l'évolution de la formation, l'IBEX 35 et par conséquent la majorité des médias restent méfiants face au parti d'Iglesias. L'objectif, partagé par le PSOE, est que Podemos soit réduit à une représentation similaire à celle qu'avait par le passé Izquierda Unida, réduisant ainsi ses possibilités de gouverner à rien d'autre qu'à devenir une béquille pour le parti de Pedro Sánchez.

Entre les contradictions de certaines parties de son récit et sa volonté d'être un «*parti de gouvernement*» aux côtés du PSOE s'ajoute le désir affiché par Pablo Iglesias de s'assurer un contrôle direct (bien qu'il n'y arrive pas toujours, ainsi que nous l'avons vu en Andalousie) sur Unidos Podemos et sur son discours officiel, il est compréhensible qu'Iñigo Errejón ait décidé de se

libérer de cette charge et de convoler avec Manuela Carmena afin d'offrir un «coup de fouet» pour faire face à ce qui s'est produit en Andalousie [gouvernement de droite après] au moyen d'un projet qui «*renouvelle l'enthousiasme et la confiance*».

Une question de logos, de marketing ?

Face à l'usure de la *marque Podemos*, Iñigo Errejón nous offre Más Madrid comme la seule alternative capable d'ajouter un plus grand nombre de personnes autour d'un discours qui, à nouveau, va au-delà de l'axe gauche-droite afin d'aspirer à une transversalité sans lignes rouges leur permettant de gouverner la Communauté et la municipalité de Madrid... avec le PSOE. Si, ainsi qu'on nous le dit dans la lettre commune de Carmena et d'Errejón, leur programme se fondera sur la «*continuation du gouvernement du changement à la municipalité ainsi qu'à une extension de son exemple à la Communauté de Madrid*», il y a peu d'illusion à se faire d'un projet qui devra justifier des opérations [de spéculation immobilière] comme Madrid-Chamartín³ ainsi que des pratiques autoritaires au sein du groupe Ahora Madrid [coalition de divers mouvements et partis, initialement «projet participatif», arrivé en tête des élections municipales en mai 2014]. Il est vrai que l'on promet «*un programme conjoint et participatif*», mais l'expérience vécue dans la ville de Madrid engendre des craintes fondées que, cette fois-ci, l'objectif recherché est de demander à l'électorat un chèque en blanc afin que deux leaderships «personnalistes» fassent passer une simple *bonne gestion* devant les programmes et des processus réellement participatifs tels que ceux qui ont permis à Carmena d'accéder à la mairie de Madrid en 2014, ceux-là mêmes qu'elle a abandonné sur des points fondamentaux au cours des dernières années.

Pour cette raison, ce projet nous semble bien loin des bons vœux adressés récemment à la nouvelle formation par Santiago Alba⁴, tout en prévenant «*qu'un charisme intergénérationnel ne suffira pas; un programme à la gauche du PSOE sera aussi nécessaire ainsi qu'un style aux antipodes de Podemos*». Ce n'est pas ce qui a intéressé jusqu'à maintenant Manuela Carmena ou Iñigo Errejón, qu'il s'agisse du programme ou de la reconnaissance de la pluralité interne. Souvenons-nous que par le passé Errejón était prêt à laisser le PSOE gouverner grâce à un programme négocié avec Ciudadanos. Il ne semble pas qu'il écarte un accord avec ce même parti s'il s'agissait là d'une condition pour arriver au gouvernement avec le PSOE dans la Communauté de Madrid, ainsi que l'indiquent certains sondages. Pour ce qui touche à leur relation avec les autres forces, ce qui est demandé c'est une adhésion en rapport de subordination à un projet taillé à la mesure d'une équipe dirigeante qui n'admet aucune remise en cause, car il est vu comme le seul à même de *gagner*.

Un projet qui, de plus, pourrait être étendu à l'avenir à l'ensemble de l'État espagnol par le truchement de formules (*Más España?*) qui, ainsi que nous avons déjà commencé à l'observer, tendent plus à s'adapter au cadre et même à des éléments symboliques du nationalisme espagnol dominant qu'à une reconnaissance de la réalité plurinationale ainsi que du droit à décider de nos peuples.

A la recherche de solutions

Dès lors que le constat est établi que Podemos, en tant que moteur du changement, est épuisé et sans espoir que Más Madrid, malgré des résultats électoraux potentiellement meilleurs, prenne le relais - en raison de sa dérive vers un bloc «démocratique progressiste» aux contours vagues - il appartient au secteur qui continue de se réclamer de l'esprit du 15M et du manifeste *Mover ficha*

[datant de janvier 2014] avec lequel émergea Podemos, il nous appartient donc, ensemble avec la sève nouvelle provenant de l'activisme social, d'adopter un autre chemin, celui de la délibération collective, du respect de la pluralité et de la proportionnalité, de l'*empoderamiento* populaire afin de miser sur des modèles de ville et de Communauté autonome qui ne cèdent pas aux pressions du bloc financier-immobilier.

Nous savons bien que s'engager sur cette voie sera plus difficile car le contexte est radicalement différent de celui qui existait [en 2011-2014], mais il est encore plus indispensable si nous voulons éviter la résignation ou les fausses illusions des *nouvelles* politiques du *moindre mal* comme voie à suivre pour faire face à la menace réactionnaire, lesquels finissent par aboutir à des frustrations plus grandes, ainsi qu'on peut le voir dans d'autres pays.

Nous avons en effet suffisamment vérifié que le recours à des leaderships charismatiques, qui sont rapidement devenus autoritaires, au cours des cinq dernières années, nous éloignait du 15M et aboutit à reproduire les pires formes de la vieille politique. Nous devons nous convaincre que, ainsi que nous alertait notre cher ami Miguel Romero en août 2013 face à ce «détour», «*aucun leader ne peut se substituer un programme dans lequel la majorité sociale se reconnaît et partage la diversité des revendications insatisfaites qui rendent possible la constitution d'un camp social antagoniste face au pouvoir établi. Un camp social qui, dans l'État espagnol, il n'est pas inutile de le répéter, doit s'articuler sous une forme égalitaire entre des réalités nationales diverses*»⁵.

Cet article publié le 23 janvier 2019 sur le site VientoSur.info, a été traduit en français par le site A l'Encontre.

références

1. ↑ Le dernier «baromètre», réalisé en règle générale tous les mois, du Centre d'enquêtes sociologiques (CIS) date du 1^{er} novembre 2018, soit avant les élections andalouses. Les intentions de vote, d'après ce dernier, étaient les suivantes: 31,2% pour le PSOE, 19,1% pour le PP, 18,2% pour Ciudadanos, 18% pour Unidos Podemos, 4,8% pour la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) et 2,5% pour Vox. Une synthèse (<https://electocracia.com>) de dix sondages réalisés pour divers médias entre le 21 décembre et le 28 janvier donne le résultat suivant: PSOE 24,2%, PP 21,5%, Ciudadanos 18,5%, Unidos Podemos 15,1% et 11,2%. (Réd. A *L'Encontre*)
2. ↑ L'actuel gouvernement étant minoritaire au Parlement (il est issu d'une motion de défiance qui a fait tomber, en juin 2018, le gouvernement de Mariano Rajoy) dépend des voix cumulées de Podemos, du PDCat et d'ERC. Le 29 janvier 2019, la ministre des finances, María Jesús Montero que si le budget 2019 n'était pas approuvé par le parlement, de nouvelles élections seraient nécessaires. (Réd. A *L'Encontre*)
3. ↑ Luis Suárez Carreño, "El caso Madrid-Chamartín. La ciudad usurpada", *viento sur*, 21 janvier 2019.
"Más Madrid, menos Podemos", *ctxt*, 20/01/2019 [Santiago Alba Rico, né en 1960, est philosophe, arabisant (il a traduit plusieurs textes littéraires de l'arabe à l'espagnol), vit depuis plusieurs années en Tunisie. Condamnant une gauche espagnole souvent campiste, il est intervenu à plusieurs reprises pour défendre le soulèvement populaire contre le dictateur Al-Assad. C'est l'un des signataires du manifeste *Mover ficha*, dans l'article en question Santiago Alba Rico exprime ses accords et désaccords avec deux de ses «camarades anticapitalistes», se montrant dans l'ensemble favorable au projet Carmena-Errejón. Réd. À *L'Encontre*]
5. ↑ "[Desvío al líder](http://Desvio al líder)", *viento sur*, 04/08/2013.